

Plaidoyer pour une évaluation continue des risques des catastrophes naturelles et des plans d'intervention

Les participants à une rencontre organisée récemment à Benguerir sous le thème "Gestion des risques de catastrophes naturelles: Diagnostic, auto-évaluation et développement d'un plan d'opérations d'urgence", ont plaidé pour une évaluation continue des risques des catastrophes naturelles et des différents plans d'intervention afin d'améliorer les performances de façon permanente.

Les intervenants à cette journée d'étude organisée par la province des Rhamna, en coordination et en collaboration avec le Centre de développement de la région de Tensift (CDRT) et la Fondation Friedrich Naumann pour la liberté, ont mis l'accent sur la nécessité de consentir davantage d'efforts pour sauver le plus grand nombre de citoyens et réduire les dégâts résultant des risques naturels, qui sont en augmenta-

tion permanente notamment avec l'augmentation de l'impact des changements climatiques.

Pour le président du CDRT, Ahmed Chehbouni, cette rencontre s'inscrit dans le cadre de l'application de l'article 40 de la Constitution, qui a mis l'accent sur la nécessité pour tous de "supporter les charges résultant des calamités et des catastrophes naturelles".

M. Chehbouni a appelé à lutter contre la précarité du loge-

ment, des infrastructures et le renforcement des mesures préventives notamment dans les milieux vulnérables.

Le gouverneur de la province des Rhamna, Aziz Bouignane, a relevé, pour sa part, l'importance de ce genre de rencontres, qui sont de nature à contribuer à la sensibilisation des différents intervenants et au partage des données.

Cette rencontre, à laquelle ont pris part les présidents des

communes territoriales de la province, les chefs de services extérieurs et les représentants des associations de la société civile, a constitué une occasion pour présenter les mesures prises par l'Agence du Bassin hydraulique, la Direction des eaux et forêts et la Protection civile, afin de coordonner entre les différents secteurs, l'échange des données et la sensibilisation des intervenants.